

Accord national interprofessionnel

**ACCÈS DES SALARIÉS À LA FORMATION
TOUT AU LONG
DE LA VIE PROFESSIONNELLE
(5 décembre 2003)**

(Bulletin officiel n° 2004/13)

(Etendu par arrêté du 17 décembre 2004,
Journal officiel du 24 décembre 2004)

ACCORDS

PORTANT EXTRAIT DE PV DES ACCORDS DU 20 JUILLET 2005

NOR : ASET0650918M

**Extrait de procès-verbal de la réunion paritaire
du 20 juillet 2005**

Les signataires de l'accord interprofessionnel du 5 décembre 2003 relatif à l'accès des salariés à la formation tout au long de la vie professionnelle conviennent de procéder, dans cet accord, à la modification suivante :

« Les termes “ Associations de gestion du fonds des formations en alternance (AGEFAL) ” et “ Comité paritaire du congé individuel de formation (COPACIF) ” sont annulés et remplacés par “ Fonds unique de péréquation (FUP) ”. »

Fait à Paris, le 20 juillet 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

MEDEF ;
CGPME.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFE-CGC ;
CFTC.

**Extrait de procès-verbal à l'avenant n° 1
du 20 juillet 2005**

Les parties signataires de l'avenant n° 1 du 20 juillet 2005 demandent au CPNFP d'élaborer, avant le 31 décembre 2005, un modèle de passeport formation qui prendra notamment en compte le curriculum vitae européen ainsi que les dispositions de l'article 1-2 de l'avenant n° 1 du 20 juillet 2005.

Fait à Paris, le 20 juillet 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

MEDEF ;
CGPME.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFE-CGC ;
CFTC.

Extrait de procès-verbal à l'avenant n° 2 du 20 juillet 2005

Les parties signataires de l'avenant n° 2 du 20 juillet 2005 demandent :

1. A un groupe de travail paritaire, créé au sein du CPNFP, de :
 - préciser les conditions de la mise en œuvre des actions d'accompagnement liées à la validation des acquis de l'expérience, ainsi que les modalités de leur prise en charge par un organisme visé à l'article 2-27 de l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 ;
 - définir :
 - les caractéristiques respectives des diplômes et des titres à finalité professionnelle d'une part, et des certificats de qualification professionnelle d'autre part ;
 - les modalités d'élaboration des certificats de qualification professionnelle ;
 - le rôle et les missions du fonds national, visé à l'article L. 961-13 du code du travail, en matière d'information des salariés et des entreprises sur le dispositif de la validation des acquis de l'expérience et sur les certificats de qualification professionnelle,

et formuler des propositions propres à enrichir l'avenant n° 2 du 20 juillet 2005.

2. Aux secrétaires techniques nationaux de prendre les contacts nécessaires avec les pouvoirs publics.

3. Aux pouvoirs publics, en concertation avec les partenaires sociaux, de prendre en compte les dispositions de l'avenant n° 2 du 20 juillet 2005 et d'organiser les passerelles nécessaires entre les divers types de certification.

Fait à Paris, le 20 juillet 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

MEDEF ;
CGPME.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFE-CGC ;
CFTC.

